



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les jardins secrets de l'usine

Logiques paysanne et ouvrière dans la gestion
de la main-d'œuvre industrielle au Brésil

M. R. B. ALVIM

J. S. LEITE LOPES

traduit du portugais et présenté par S. MARESCA

Avant-propos

Je voudrais présenter ici quelques aperçus des recherches que deux anthropologues brésiliens, Maria Rosilene Barbosa Alvim et José Sergio Leite Lopes, ont menées sur une grande usine textile du Nordeste. Bien que régies par la logique formellement individuelle des travaux universitaires (puisqu'elles se situaient dans le cadre d'un doctorat), leurs enquêtes étaient d'entrée de jeu conçues comme complémentaires si bien qu'il est aujourd'hui nécessaire de lire entièrement les deux thèses pour se faire une idée complète du travail accompli (cf. Alvim, 1985, et Leite Lopes, 1988). Pour pallier un tant soit peu cet inconvénient, que ne dresse pas seulement la langue, j'ai choisi d'en traduire des passages et de les rassembler en un seul texte centré sur la question, commune aux deux ouvrages, des jardins ouvriers au sein de l'usine. Cet aspect ne représente bien sûr qu'une partie des questions traitées par les deux auteurs dont le travail est bien trop considérable pour être résumé en quelques pages. J'ai donc fait résolument œuvre de sélection en privilégiant ce point qui constituait un sujet de discussion entre nous. Maria Rosilene Barbosa Alvim et José Sergio Leite Lopes ont contrôlé mon choix d'extraits ainsi que leur ordonnancement ; ils en ont révisé la traduction. Qu'ils soient remerciés pour leur collaboration. Nous espérons avoir donné ainsi une présentation vivante et attrayante de ces travaux qui restent à peu près inaccessibles au lecteur français.

Auparavant, je crois utile de fournir quelques points de repère pour éclairer la situation étudiée.

La Compagnie textile de Paulista (CTP) fut créée en 1892 dans une zone agricole située à moins de vingt kilomètres de Recife (la capitale de l'Etat du Pernambouc), sur l'emplacement d'une ancienne plantation de canne à sucre (engenho), et, jusqu'à la fin des années 20, elle combina les productions textile et sucrière grâce aux installations de l'usine Timbo qu'elle avait maintenue en fonctionnement et à plusieurs engenhos qu'elle possédait dans les environs. Dès l'origine donc, l'agriculture et l'industrie se trouvèrent mêlées. En 1904, le contrôle du capital fut pris par les Lundgren, une famille d'origine suédoise qui modernisa la branche textile et créa un réseau de magasins de vente au détail dans le reste du Nordeste, puis dans tout le pays. Au sortir de la Seconde guerre mondiale, la CTP était devenue la plus importante entreprise textile du Brésil ; elle employait dans ses ateliers 10 à 15 000 ouvriers déclarés et 5 à 8 000 autres dans ses diverses activités extra-industrielles ; enfin, elle possédait à Paulista même une cité ouvrière forte d'environ 6 000 maisons qu'elle avait édifiée en détruisant les habitations traditionnelles en torchis construites un peu partout par les travailleurs au fur et à mesure de leur arrivée.

Par référence aux travaux d'Abdelmalek Sayad sur l'émigration algérienne dont ils se sont inspirés, et notamment aux trois « âges » que ce sociologue met en évidence (cf. Sayad, 1977), les auteurs de cette étude distinguent également trois étapes de recrutement à Paulista :

– *au cours de la première, qui dura jusqu'à la fin des années 20, la compagnie commença par rechercher des travailleurs qualifiés en passant des petites annonces dans les journaux, mais elle recruta également nombre d'ouvriers qui s'étaient présentés d'eux-mêmes ;*

– *la deuxième étape, la plus active, s'étendit de 1930 à 1950 et prit un caractère ouvertement familial : en effet, la CTP envoya dans l'intérieur des terres des agents recruteurs chargés de ramener le plus grand nombre possible de jeunes filles pour la production textile, ainsi que des garçons, des adolescents ou encore des enfants, donc des familles nombreuses entières ;*

– *enfin, à compter des années 50, les licenciements l'emportèrent nettement sur les embauches qui continuèrent à privilégier la main-d'œuvre jeune, mais en lui offrant des conditions d'emploi de plus en plus précaires afin d'échapper le plus possible aux contraintes de la législation du travail qu'entre-temps le syndicalisme avait contribué à imposer à l'intérieur même de l'usine.*

Maria Rosilene Barbosa Alvim et José Sergio Leite Lopes ont étudié la construction de cet univers industriel, le mode d'organisation et de domination qui le caractérisait (ce qu'ils appellent le « système pauliste ») et la constitution de sa population ouvrière à partir d'un environnement géographique et d'un cadre social fondamentalement paysans. Leur investigation porte principalement sur la période d'apogée de ce système industriel qui s'étendit sensiblement de 1930 à 1950 ; en combinant des méthodes de nature ethnographique et historique, elle vise à mieux comprendre les deux faces de la domination patronale telle que celle-ci était vécue par les ouvriers, à savoir son haut degré d'intériorisation, donc d'acceptation, et tout à la fois la somme des résistances à son emprise. La cité ouvrière, qui liait les travailleurs à l'entreprise par le biais de la résidence, mais aussi les organisait en un ensemble potentiellement concurrent, est au cœur de leur interrogation. Quant à notre curiosité pour les jardins ouvriers, qui appartiennent en propre à cette forme d'habitat, elle va nous plonger dans la complexité de ce monde qui mêle comme à plaisir la paysannerie et le prolétariat, les modes traditionnels de domination typiques du Nordeste rural (cf. Garcia Jr., 1986 et 1989) et le modernisme social des modèles industriels importés d'Europe, la logique propre aux familles entières qui furent transplantées à Paulista et la logique globale de la gestion de la force de travail. J'essaierai de fournir au fur et à mesure les éclaircissements nécessaires à la bonne compréhension du texte, sans être toutefois sûr de démêler complètement cet écheveau – ce que José Sergio Leite Lopes appelle le « tissage des conflits » – qui intègre comme autant de nœuds les rivalités politiques locales, la constitution d'une nouvelle

forme d'Etat au niveau fédéral promulguant notamment une législation du travail, l'essor du syndicalisme ouvrier, l'évolution de la production intérieure et des échanges internationaux, etc. Le resserrement de ces contraintes extérieures contribua peu à peu au déclin de la CTP qui licencia la plupart de ses ouvriers entre 1950 et 1960 (il n'en restait plus que 4 000 en 1963). Elle dut leur céder la propriété des maisons de sa cité devenue démesurée, perdit largement le contrôle du territoire de Paulista et fut même contrainte par l'Etat de reboiser ses terres qu'elle avait dévastées pour alimenter ses chaudières. Au fil du temps, la CTP était devenue une usine ordinaire dans une zone industrielle ordinaire. Elle ferma ses portes au début des années 80.

Sylvain MARESCA

Dans le système mis en œuvre à Paulista, une morale implicite du travail animait le processus d'« ouvriérisation » qui inculquait et imposait le monde de l'usine aux travailleurs récemment issus de la paysannerie afin de leur faire assumer leur nouvelle condition d'ouvriers d'industrie. Or, cette morale avait ceci de particulier qu'elle débordait du travail en usine pour gagner une forme d'exercice à son compte de l'agriculture, l'activité par excellence pour ces travailleurs depuis peu « dépayonnés ». L'entreprise prit en effet l'habitude de concéder des lopins de terre (*roçados*) aux familles ouvrières afin qu'elles puissent les cultiver pour compléter leur subsistance. L'« époque du travail en abondance », que les travailleurs opposent rétrospectivement aux risques de chômage du temps présent, se réfère principalement au travail dans l'usine ; mais elle est d'autant plus fortement idéalisée dans leurs souvenirs qu'elle rappelle cette possibilité de cultiver parallèlement des parcelles concédées par la compagnie.

Les roçados et la prise en charge sociale des « vieux »

Dans le cadre de cette « morale du travail » intégratrice qui tendait à englober toutes les classes d'âge, l'octroi de lopins de terre à des fins de production agricole autonome revenait à repousser les frontières réelles du travail en usine en donnant aux « vieux » (c'est-à-dire à la classe d'âge des 50 ans) une activité « productive » qui n'engendrait peut-être pas directement de plus-value, mais qui contribuait à tout le moins à réduire le coût de la force de travail. Conçue principalement pour occuper les « vieux », les plus enracinés dans le travail paysan récemment perdu, l'activité sur le *roçado* octroyé faisait également appel, particulièrement pour l'élevage de volailles ou d'autres animaux, à d'autres membres de la famille exclus de l'usine comme la mère ou les enfants qui ne pouvaient pas encore se faire passer pour des mineurs de plus de 14 ans. (LL: 93-94)⁽¹⁾⁽²⁾.

Durant la « deuxième étape » du recrutement des familles, le chef de famille qui venait d'arriver à Paulista est toujours présenté dans les récits de ses enfants (qui sont les ouvriers interviewés) comme un homme « âgé », donc dépourvu de la résistance nécessaire au travail industriel.

(1) Ce texte étant un assemblage d'extraits (calqué toutefois sur la structure du chapitre 3 de l'ouvrage de José Sergio Leite Lopes (1988)), j'ai signalé, à la fin de chaque extrait, la provenance de chacun d'eux par des initiales (A pour Alvim et LL pour Leite Lopes) suivies des numéros des pages correspondantes. Par ailleurs, j'ai opéré quelques coupures pour éviter les répétitions ou certains développements, voire certains détails qui sortaient du sujet que nous avons choisi ou qu'il aurait été trop long d'expliquer au lecteur. Enfin, j'ai rajouté quelques intertitres pour donner au texte le rythme d'un article de revue (note du traducteur).

(2) La législation n'autorisait pas l'emploi d'enfants plus jeunes, même si, dans les faits, la falsification des documents d'état-civil offrait souvent la possibilité de contourner cet obstacle. Cf. A : 455 et suivantes (note du traducteur).

Dans la mémoire que les habitants actuels de Paulista conservent du passé, il existe une sorte d'unanimité pour dire que les chefs de famille « recrutés » par la CTP en même temps que leur épouse, leurs enfants et, le cas échéant, d'autres parents ou assimilés⁽³⁾ ne pouvaient ni ne devaient plus travailler. On admet que leur âge ne leur permettait pas de devenir un nouveau type de travailleur sans subir un apprentissage dont on les considérait incapables et qui n'en aurait même pas valu la peine. Cette représentation, qui réduit et occulte l'importance du chef de famille sans travail, fait plus que nier la réalité. Car certains travaillaient effectivement à leur arrivée à Paulista. En passant ce fait sous silence, les ouvriers semblent vouloir signifier que le cycle de vie productive de leur père était déjà achevé et que c'était à eux qu'il revenait désormais de travailler pour lui; qu'il importait en outre de lui garantir sa fonction d'organisateur et de responsable de la force de travail de ses enfants destinés à l'usine. Cette tendance à occulter le travail productif du père, tout comme celui que la mère réalisait dans le cadre domestique, semble manifester une difficulté à transformer la position sociale de ces deux membres de la famille qui maintenaient pour ainsi dire à Paulista une certaine continuité avec leur situation antérieure. Continuité que le père ne pouvait préserver qu'en conservant son rôle de chef de famille, même sans ses attributions productives antérieures. Quant à la mère, cette continuité passait par le maintien de ses responsabilités domestiques, bien que, très souvent, elle ne fût plus en mesure d'aider son mari sur le *roçado* (A : 298-299)⁽⁴⁾.

Le « recrutement » massif de familles en provenance de l'intérieur (...) visait à fournir à l'usine des jeunes filles pour ses ateliers de tissage et de filage alors en plein essor, et secondairement des jeunes gens et même des enfants. Il a donc concerné un modèle de famille dont la composition interne par sexe et âge (...) impliquait aussi l'arrivée en nombre de pères de famille trop « âgés » pour le travail en usine. C'est donc dans le sillage de ce processus de recrutement en masse – qui engendra à son tour des processus parallèles et simultanés d'« auto-recrutement » soumis néanmoins aux mêmes règles que l'embauche organisée (cf. A : *chapitre 3*) – qu'apparut pour la compagnie le problème des pères de famille « âgés ». Car ces détenteurs de l'autorité domestique pouvaient très bien décider de faire repartir les leurs s'ils se sentaient trop déracinés et mal adaptés dans cette nouvelle situation où, bien que fût préservée la cohésion du groupe familial, il ne leur restait plus d'alternative qu'entre un poste humiliant à l'usine et l'oisiveté. Ce problème prit à Paulista des dimensions impor-

(3) Le recrutement étant conçu pour drainer vers Paulista les familles les plus nombreuses, certaines n'hésitaient pas à prendre en charge d'autres enfants et à les faire passer pour les leurs. Cf. LL : *chapitre 2* et A : 261-268, qui signale les conflits internes pouvant résulter à terme de cette « sujétion à une famille étrangère » (note du traducteur).

(4) Principalement en raison de l'absence de ses filles, employées à l'usine et par conséquent largement indisponibles pour les travaux domestiques (note du traducteur).

tantes en raison de l'ampleur du « recrutement » et du type d'unité domestique recherchée par les agents de la CTP. Il fut progressivement et partiellement résolu par l'attribution de *roçados* aux « vieux ». L'entreprise adopta ainsi une solution relativement originale à une époque où n'existait aucune forme de retraite pour les travailleurs ruraux (catégorie à laquelle appartenaient la majorité des chefs de famille « âgés » récemment « recrutés »), bien qu'il ne fût pas tout à fait rare de voir concéder des lopins de terre dans d'autres usines, y compris des usines textiles (cf. Murard, Zylberman, 1976). Cette solution contrastait avec la création de « caisses de retraite » dans diverses usines européennes au 19^e siècle (cf. Cottureau, 1983 : 82). Elle n'évita toutefois pas à une partie de ces pères « âgés », ceux qui avaient le moins d'enfants en âge de travailler et ne possédaient donc que des ressources précaires pour assurer la survie de leur famille, d'être obligés de se soumettre au travail en usine dans des conditions mortifiantes (A : 306-307).

De fait, (ils) étaient affectés par la CTP à des tâches secondaires dans l'usine ou à des activités liées aux « services externes », qu'il s'agisse de travaux de construction, d'entretien ou de nettoyage de la cité ouvrière. Ils percevaient eux-mêmes ces emplois comme précaires et temporaires, tout en y voyant le signe de la « bonté » et des qualités des « colonels » (les patrons) qui permettaient à tous de travailler, « seuls ne travaillant pas celui qui n'était bon à rien » ou « celui qui ne voulait pas ».

En dehors du travail dans les « services externes », au sein de l'usine ou sur son *roçado*, le père pouvait aussi tenir dans les rues de Paulista un petit commerce de fruits et légumes qu'il allait chercher sur les lopins d'autres chefs de famille ou auprès des petits paysans qui se maintenaient encore dans les faubourgs de la ville en dépit de l'expansion de l'usine et de la cité ouvrière. Ce petit commerce restait indépendant de la compagnie dans la mesure où il ne requérait d'elle aucune concession matérielle. Néanmoins, il n'était possible que pour autant que la CTP ne l'interdisait pas. En effet, aucune activité ne pouvait être exercée à Paulista d'une manière absolument et effectivement indépendante de l'entreprise (A : 299).

Le souci d'assurer l'auto-subsistance ouvrière

Les références à la concession de parcelles cultivables dans les autres usines comportant des cités ouvrières mettent l'accent sur le caractère pédagogique d'une activité qui, hors de l'usine, maintenait l'ouvrier occupé pendant ses heures de loisir et lié à sa famille aussi bien par le travail requis dans le jardin, le potager ou la basse-cour, qu'à travers le souci d'améliorer l'alimentation domestique ; d'une activité qui lui créait ainsi des habitudes de travail pendant son temps libre et lui évitait de gaspiller

son argent au café⁽⁵⁾. Telle est la conception qui présidait à l'organisation des activités et rituels agraires, comme les concours du meilleur cultivateur ou de celui qui avait produit la plus belle pomme de terre, que l'on trouvait dans l'usine textile française du penseur catholique Léon Harmel, dont le modèle inspira la conception de la fabrique de Camaragibe, contemporaine et voisine de Paulista⁽⁶⁾. Tel était également le cas des activités agricoles de complément mises en place par les entreprises de certaines villes minières françaises (cf. Murard, Zylberman, 1976: 169-174).

Dans les usines sucrières, au contraire, la concession de petits lopins de terre paraît liée moins à une conception pédagogique du travail qu'à l'objectif d'enrichir l'alimentation ouvrière grâce à l'approvisionnement direct de la maison, au petit commerce de voisinage ou aux réseaux de réciprocité locale (cf. Leite Lopes, 1976: 116-122). D'autre part, la tradition du *morador* qui reste en vigueur dans la partie agricole de la planta-

(5) Cette préoccupation anti-alcoolique se retrouve dans la littérature sur l'habitat ouvrier qui fleurit à travers tout le monde capitaliste à partir de la seconde moitié du 19^e siècle (cf. Murard, Zylberman, 1976; Engels, 1969; Leite Lopes, 1984). Le débat public sur la « question sociale » qui se déroule au Brésil au début de ce siècle n'ignore pas cette production littéraire. Ainsi, par exemple, lorsqu'il parle des avantages des pratiques éducatives favorisées par les « cités ouvrières » dans son rapport sur « Les maisons pour les prolétaires » présenté au deuxième Congrès catholique brésilien en juillet-août 1908, José Agostinho dos Reis, « professeur titulaire de l'Ecole polytechnique de Rio de Janeiro », fait référence à la littérature internationale sur le sujet. Il est curieux de voir qu'en insistant davantage sur cette dimension « anti-café » que sur l'utilité d'un complément alimentaire soulageant le budget domestique, il donne uniquement le sens de culture des fleurs au mot « jardin », lequel, dans les textes français auxquels l'auteur se réfère, a trait pourtant en général à la production de denrées alimentaires. « (...) Dans une petite maison, l'épouse court rappeler les hommes qui déjà s'éclipsaient pour leur dire, dans des transports d'allégresse: "Oh! j'allais oublier de leur dire que notre jardin m'apporte la plus grande des félicités. Le dimanche, mon mari ne va plus au café, il ne s'enivre plus mais reste avec moi et les enfants pour s'occuper du jardin". Y a-t-il plus beau triomphe que de vaincre l'alcool par les fleurs! Et combien de beautés morales découlent de cette solution véritablement merveilleuse!» (*Actes du deuxième Congrès catholique brésilien*, 1910) (note de l'auteur).

C'est pour éviter cette confusion, propre à l'usage français du mot « jardin », que j'ai choisi de conserver tout au long de ce texte le terme portugais « *roçado* » qui, lui, désigne toujours et sans la moindre ambiguïté une parcelle de terre consacrée à l'agriculture, même s'il s'agit de cultures essentiellement destinées à l'auto-subsistance (précision du traducteur).

(6) Il s'agit de la filature du Val des Bois qui appartenait à l'entreprise Harmel Frères et se situait à proximité de Reims. Elle fut détruite pendant la première guerre mondiale et reconstruite à partir de 1922. Avant-guerre, cette usine se caractérisait par une organisation sociale particulière, conçue par son principal organisateur, le catholique social Léon Harmel. Au sein d'un réseau compliqué d'associations, d'institutions et de comités, se trouvait en particulier un « comité des jardins » (...) qui tenait une rubrique de « jardinage » dans les *Echos du Val des Bois*, la revue mensuelle de cette « communauté industrielle ». (...) Par ailleurs, dans le numéro d'août 1908, fut publié un échange de lettres, lesquelles semblaient fréquentes, avec la Compagnie industrielle pernamboucaine (l'usine de Camaragibe) commentant, entre autres sujets, la loi syndicale brésilienne de 1907 inspirée par les catholiques sociaux brésiliens (note de l'auteur).

tion⁽⁷⁾ – ce *morador* dont l'idéal-type, sans cesse plus dépossédé de ses conditions ordinaires de production, considère comme premier le labour agricole fourni pour son propre compte sur la terre octroyée par rapport au travail « productif » dû à l'*engenbo* (cf. Sigaud, 1971 et 1979; Palmeira, 1977) – retentit sur le souci, manifesté par le groupe social voisin des ouvriers de l'industrie du sucre, d'obtenir lui aussi de la terre à cultiver. Enfin, dans le cas qui nous intéresse ici, l'exploitation économique systématique à grande échelle de la concession de terres à vocation agricole et la canalisation du produit ainsi obtenu vers le marché de Paulista largement contrôlé par la compagnie elle-même sont deux caractéristiques qui l'emportent nettement sur toutes les formes subordonnées de distribution, qu'il s'agisse des réseaux d'entraide ou du petit commerce de proximité, aussi bien que sur les effets pédagogiques de cette « morale du travail » étendant son emprise depuis l'usine jusqu'aux *roçados* ouvriers.

Toutefois, la concession de *roçados* ne s'adressait pas uniquement aux familles ouvrières. Pour répondre à la demande impérative engendrée par le marché de l'entreprise, elle concernait également un groupe de paysans soumis jusque-là au travail de l'*engenbo*, en particulier dans la canne à sucre. Et, en dehors de la paysannerie des anciens *engenbos* qui la peuplaient déjà, la compagnie exerçait également sur toute la zone rurale environnante une attraction qui augmenta le contingent des paysans travaillant sur ses terres pour approvisionner son marché. Ainsi, en plus des *roçados* ouvriers concentrés plus particulièrement dans les environs immédiats des usines – dont le produit alimentait surtout les échanges réciproques et les points de vente locaux, même s'il aboutissait parfois aussi sur le marché de Paulista –, il existait des *roçados* d'agriculteurs situés sur les terres les plus éloignées, généralement d'anciens *engenbos* de l'usine Timbo qui appartenait à la CTP, voire des terres acquises ultérieurement par celle-ci, et qui fournissaient le plus gros des produits vendus sur le marché de Paulista.

(...) Comme les autres caractéristiques du « système pauliste » (...), nous analyserons ici l'octroi de parcelles cultivables et l'organisation du marché d'entreprise à partir de la façon dont les ont intégrés à leur vie les générations d'ouvriers qui travaillèrent à l'usine à partir des années 20, connurent l'apogée de cette forme de domination dans les années 30 et 40 et en subirent les contradictions à partir des années 50 et 60. (...) En nous révélant l'importance de cette production agricole et de sa circulation pour la garantie de leurs conditions d'existence au plus fort du « système pauliste », la reconstitution et l'analyse des récits des travailleurs nous

(7) Le *morador* était un ouvrier agricole résidant : il se voyait concéder sur la plantation une maison et un lopin de terre en échange des services dus à volonté au patron. Pour plus d'éclaircissements sur la situation régnant dans les plantations traditionnelles, cf. plus loin les précisions des pages consacrées à la « logique paysanne du travail ouvrier » ou Garcia Jr., 1986 et 1989.

préviennent contre les interprétations téléologiques qu'en donnait *a posteriori* l'histoire officielle de la compagnie.

Une idéologie patronale reconstruite

Ainsi du livre *Un Suédois émigre au Nordeste*, écrit par Raul de Goés qui fut le directeur de la CTP entre 1956 et 1965. Issu d'une « causerie avec certains éléments des milieux patronaux de Recife » et cherchant à élaborer une synthèse biographique ou, plus modestement, à rassembler des « annotations nécessaires à la future biographie de Herman Lundgren » en vue d'en faire un nouveau héros de l'industrie brésilienne (...) (cf. la préface de l'auteur dans la seconde édition de 1964), cet ouvrage tend à attribuer systématiquement au temps de Herman Lundgren ou aux débuts de son successeur, le Colonel Frederico, les signes embryonnaires de toute l'histoire ultérieure de l'entreprise. Une telle opération systématique d'anticipation, inhérente à la construction du livre, débouche en particulier sur une explication génétique des *roçados* ouvriers et du marché de Paulista: la construction de son mythe d'origine, vu ici dans l'optique d'une histoire centrée sur le patriarcat de la famille Lundgren, nous fournit des indications qui demandent évidemment à être relativisées:

« Sur les propriétés de l'usine textile, d'immenses étendues de terre qui pouvaient parfaitement se prêter à la culture demeuraient à l'abandon, sans aucune utilité. Un certain matin, Herman Lundgren les parcourut seul à cheval avec l'intention d'ordonner leur mise en culture pour le compte de la compagnie et au profit de ses ouvriers.

Une fois faites les observations nécessaires, il dirigea lui-même les premiers travaux de semis des céréales. Celles-ci étaient ensuite transportées aux *barracoes*⁽⁸⁾ et au marché du dimanche où elles étaient cédées aux travailleurs sans aucun profit pour l'entreprise » (Goés, 1964: 95).

Ici se trouve ramenée à « un certain matin » entre 1904 (date à laquelle les Lundgren prirent le contrôle de la CTP) et 1907 (date du décès de Herman Lundgren), et condensée en une simple promenade à cheval, toute une économie agricole stimulée par la compagnie et drainée vers son marché de consommateurs ouvriers au moins jusqu'aux années 50. Or, cette citation de Goés peut conduire le lecteur à croire que ces producteurs agricoles directs étaient des salariés, tout comme les ouvriers, puisqu'il est indiqué qu'ils cultivaient « pour le compte de la compa-

(8) Dans les plantations traditionnelles, les *barracoes* étaient des magasins de vente des produits de subsistance appartenant au propriétaire. Tenus de venir s'y approvisionner, les travailleurs se trouvaient ainsi entraînés sans retour dans une spirale de l'endettement (note du traducteur).

gnie». Ceci dit, il est fait allusion aux « *barracoes* » et au « marché du dimanche » comme à des formes de distribution qui ne procuraient « aucun profit à l'entreprise ». (...) Par souci de cohérence, il faut préciser toutefois que cette caractérisation des *barracoes* se rapporte à d'autres faits relatés par Goés et qui touchent à l'abolition de la forme *barracão* à l'intérieur de la CTP par décision du Colonel Frederico au tournant des années 1911 et 1912, lors de l'achat par les Lundgren, dans les circonscriptions d'Olinda et Paulista, des biens de leur ennemi politique, le Colonel Padilha, sénateur et ex-directeur de la CTP. La lutte contre ce dernier et l'abolition de son *barracão* fonctionnent comme le « mythe originel » du marché de l'usine qui manifeste l'omniscience et l'omnipotence d'un patron prévoyant tout et pourvoyant à tout.

(...) Cette condensation anticipatrice des événements et des pratiques (en dehors même de la réduction des pratiques et des processus à des événements, généralement un événement inaugural), qui est destinée à faire ressortir la pénétration et l'omniscience des patrons, plonge donc le lecteur dans une confusion entre les activités « agricoles » des « services extérieurs » – coupe et transport du bois, plantation d'eucalyptus, qui étaient effectivement des tâches salariées – et la concession de lopins à cultiver, que ce soit à des familles ouvrières ou paysannes. Le goût du panégyrique affiché par les synthèses historiques officielles ou para-officielles de la compagnie finit par diminuer l'ampleur et simplifier la complexité du « système pauliste », dont l'une des particularités résidait justement dans cette combinaison du travail salarié avec d'autres façons de produire ou une autonomie plus grande du producteur direct dans sa production, le tout au sein d'un contexte général de domination qui débordait de la sphère de l'usine pour aller jusqu'à organiser matériellement la reproduction du travailleur. Néanmoins, pour apprécier complètement cette complexité, il est nécessaire d'envisager ce système (...) comme un processus en construction et non comme le simple déroulement d'un plan prévu dans ses moindres détails.

Une mise en œuvre pragmatique

Au départ, la production agricole sur les terres de la compagnie ne semblait représenter qu'un sous-produit de l'activité principale prévue sur ces étendues que la CTP acquit en quantité croissante à partir des années 1910: le défrichement des forêts et l'utilisation du bois pour satisfaire l'insatiable demande des nombreuses chaudières de ses usines; puis, à partir des années 40, le reboisement pour reconstituer des réserves. Avec le ralentissement, bientôt suivi de l'arrêt, à la fin des années 20, de la production sucrière de l'usine Timbo (...), l'exploitation du bois demeura même l'unique justification économique immédiate des terres de la compagnie. La production de sucre fut reléguée au second plan par le succès commercial de la production textile et les installations industrielles comme les bureaux de l'usine Timbo ne servirent plus qu'à la réparation

des locomotives et à d'autres activités de maintenance pour les usines, ainsi qu'à la production en petite quantité d'un sirop destiné à l'alimentation des chevaux du haras de l'entreprise, ce pur produit d'une forme d'ostentation typiquement patronale. Dès lors que l'activité agricole disparaissait de l'exploitation commerciale de l'usine et de ses *engenhos*, se développèrent les traits d'autarcie et d'« auto-subsistance » mis en évidence par Celso Furtado (1964: 67) comme caractéristiques des *engenhos* traditionnels, mais cette fois mis en œuvre au profit des besoins d'usines textiles. La compagnie en vint donc à doter ses activités industrielles d'une arrière-garde, sorte d'annexe secrète et silencieuse du « laboratoire secret » de l'usine d'où perçaient néanmoins quelques échos et rumeurs⁽⁹⁾. Bien qu'il fût fait parfois mention des *roçados* et du marché de Paulista dans tel ou tel texte de propagande de la CTP ou dans quelques-uns de ses rapports annuels d'activité destinés aux actionnaires, ces deux composantes du « système pauliste » échappèrent aux observateurs extérieurs et ne furent nullement prises en considération, par exemple dans la polémique et les arguments soulevés par certains industriels du Sud et leurs organes de représentation syndicale contre les frères Lundgren vers la fin des années 30⁽¹⁰⁾.

Lorsque se confirma, à la même époque, l'augmentation massive de la population ouvrière de la cité – qui coïncida bientôt avec une période de rareté des marchandises, particulièrement des denrées alimentaires, en raison de la situation de guerre –, l'entreprise possédait déjà l'organisation autarcique pour y faire face et n'eut besoin alors que d'intensifier une série de méthodes déjà mises en œuvre. C'est ce que paraît indiquer le rapport de 1943: le recrutement massif de travailleurs, joint aux difficultés d'approvisionnement, contribua alors à faire des lopins de terre un sujet suffisamment digne d'intérêt pour qu'il figurât enfin dans un document du conseil d'administration.

(...) L'expansion de la production industrielle et simultanément le rationnement des temps de guerre trouvèrent donc l'usine de Paulista en mesure de résoudre les problèmes d'approvisionnement de sa population

(9) L'expression fait référence au passage du *Capital* dans lequel Marx traite de l'achat et de la vente de la force de travail: « Nous allons donc, en même temps que le possesseur d'argent et le possesseur de force de travail, quitter cette sphère bruyante où tout se passe à la surface et aux regards de tous, pour les suivre tous deux dans le laboratoire secret de la production, sur le seuil duquel il est écrit: *No admittance except on business*. Là, nous allons voir non seulement comment le capital produit, mais encore comment il est produit lui-même. La fabrication de la plus-value, ce grand secret de la société moderne, va enfin se dévoiler » (Marx, 1969 : 136) (note du traducteur).

(10) Ceux du Sud accusaient les Lundgren de pratiquer le dumping par le biais de leur réseau de magasins; ils les prenaient également pour des « seigneurs féodaux » qui sous-payaient leurs employés, en l'absence d'un droit du travail comme il en existait déjà à Rio et São Paulo. La CTP évoquait pour sa défense des facteurs comme le climat ou la composition ethnique de sa population ouvrière qui, selon elle, diminuaient fortement la productivité de cette main-d'œuvre qu'en conséquence elle ne pouvait payer aussi cher que dans le Sud (cf. *LL*: 294-295) (note du traducteur).

ouvrière par la simple extension de ce qui, semble-t-il, existait déjà auparavant : la concession à grande échelle de *roçados* sur ses terres et la canalisation de leur production vers son marché « administré ». Entre-temps s'était opérée sur les anciens *engenbos* de l'usine Timbo la transition entre le labour paysan, régi par la « condition » de *morador*, et le travail à son compte sur un lopin agrandi situé dans les terres de l'entreprise, régi encore toutefois par la « sujétion » que représentait le monopole de commercialisation de la production agricole. Car celle-ci devait impérativement être vendue à la foire de Paulista et, pour drainer de manière efficace et industrielle ce monopole d'achat garanti en coulisses par l'imposante présence physique et l'action de son propre corps de vigiles⁽¹¹⁾, la CTP offrait gratuitement le transport en train vers une destination obligée : son propre marché. Pour ce faire, elle mit à profit le réseau ferroviaire pré-existant de l'usine Timbo (cf. Hutzler, 1984 : 17, note 5) qu'elle étendit afin de pouvoir transporter le bois coupé, écouler la production agricole et assurer la liaison avec son port privé sur le littoral. Au bout du compte, à titre de compensation pour la gratuité du transport, elle exerçait à Paulista un contrôle strict des prix auprès des agriculteurs-marchands (les seuls que mentionnent les récits de travailleurs), mais aussi d'éventuels intermédiaires (qui, même jamais mentionnés, ont très bien pu exister en petit nombre et sous le contrôle de la compagnie).

Cette politique est décrite de façon plus qu'explicite à propos de l'usine Rio Tinto, située dans l'Etat de la Paraíba, qui appartenait également à la CTP. Comme elle ne fut pas achetée à une administration antérieure différente, contrairement à l'usine de Paulista, mais que ses installations ainsi que la cité ouvrière furent entièrement construites par la CTP, la politique patronale s'y exprimait publiquement avec souvent davantage d'informations :

« (...) La cité est plantée d'arbres, éclairée à la lumière électrique et dispose d'un riche réseau d'ilôts de végétation brésilienne pouvant servir aussi bien aux constructions qu'à la consommation. Situés sur les terrains de l'usine, ils fournissent du bois pour les chaudières, lesquelles consomment près de 300 mètres cubes par jour.

Dans les fermes voisines, l'entreprise développe la culture des céréales pour approvisionner Rio Tinto. Le travailleur reçoit les instruments aratoires, cultive la terre avec le droit à une maison, mais sans payer de loyer ; à l'issue de la récolte, il doit vendre ses produits au marché de la cité étant donné qu'en maintenant cette polyculture sur ses terres cultivables, l'entreprise vise à rendre bon marché la vie de ses ouvriers, ce à quoi elle ne parviendrait pas si les denrées de première nécessité devaient être achetées dans

(11) Environ 700 hommes dans les années 40 (note du traducteur).

d'autres centres d'approvisionnement » (*Diário do Pernambuco*, 6 novembre 1932, p. 39, « L'expansion économique de la Paraíba »).

(...) L'existence de diverses formes de production agricole sur les propriétés de l'usine de Paulista, les *roçados* ouvriers aux abords des usines et les *roçados* plus éloignés des anciens *engenhos*, illustre la complexité des relations entre l'entreprise et ses ouvriers en matière de concession de la terre. La différenciation – que l'on peut déduire des récits d'ouvriers – entre une petite culture potagère contigüe aux maisons en torchis de la compagnie, les *roçados* des zones marécageuses (« *vargens* ») gagnées à l'agriculture par un travail d'assainissement engagé par la CTP et les parcelles des *sítios*⁽¹²⁾ de l'entreprise, dans les lieux les plus éloignés de la cité ouvrière, paraît avoir été, plus que la résultante de différentes localisations géographiques, un objet de tension entre les ouvriers et l'entreprise (LL: 94-108).

Autonomie et discipline

Dans la « première étape du recrutement », la venue de familles à Paulista ne revêtait pas une forme massive et ne correspondait pas encore à la grande expansion de la CTP (intervenu à partir des années 30); elle ne constituait donc pas une menace pour les ouvriers-paysans qui habitaient alentour. Au contraire, en se conformant au modèle qui prévalait déjà parmi les ouvriers employés par l'usine, ce mouvement – qui prit donc la forme « spontanée » d'une arrivée de familles chassées de la campagne par quelque crise conjoncturelle ou cyclique comme les « sécheresses » – permit à son tour de reconstituer à Paulista une certaine condition rurale du chef de famille aidé par ses enfants et combinant le travail en usine de certains d'entre eux avec la mise en valeur d'un lopin de terre concédé par la CTP (A: 302-303).

De fait, le peuplement originaire de la cité laissait toute latitude à l'existence de maisons en torchis, tantôt construites par les ouvriers eux-mêmes, tantôt par les « services externes » de la compagnie. Les enfilades de maisons édifiées par la CTP – que Raul de Goés mentionne dès l'époque de Herman Lundgren (même si cette indication est à relativiser compte tenu de ses tendances à anticiper), tout comme les rapports aux actionnaires dès 1919 – se concentraient dans les rues principales, à proximité des usines, mais coexistaient avec un grand nombre d'habitations en torchis situées dans les quartiers périphériques. L'opposition entre ces dernières et les alignements de maisons « de pierre et de chaux » – dont l'édification par l'entreprise s'intensifia à partir de 1927 jusqu'à la

⁽¹²⁾ On désigne ainsi, dans une plantation, l'ensemble isolé d'une maison et de terres cultivables, généralement plantées d'arbres fruitiers, surtout de bananiers, parfois même de canne à sucre, sur lequel vivent les *moradores* les plus favorisés et les plus indépendants (note du traducteur).

fin des années 40, si l'on en croit les quelques indices contenus dans les rapports annuels – (...) nous intéresse particulièrement ici dans la mesure où elle inclut comme pomme de discorde la relation que ces deux types de logements entretiennent avec le *roçado*. L'ancienne construction en torchis, « *palhoça* » ou « *mocambo* », toujours une maison autonome, impliquait la concession d'un terrain qui permettait en outre de pratiquer le jardinage et l'élevage dans une association habitation-*roçado* que vint rompre précisément l'alignement typique des maisons de la cité ouvrière. Cette rupture (...) porta atteinte non seulement à l'existence du *roçado*, mais plus largement à tout le contexte social du *mocambo*, lequel suscitait en particulier une relation de l'ouvrier avec son travail en usine que l'entreprise voulait transformer : contexte d'un peuplement « paysan » à proximité de l'entreprise dans lequel le travail en usine d'un ou plusieurs membres de la famille aurait rapporté seulement un revenu complémentaire aux autres gains tirés du *roçado*, de la pêche ou du commerce. Le fait de détruire cette « maison en torchis » – par quoi, plus que les murs, l'entreprise renversait, au profit de sa propre discipline industrielle, ce lien maison-*roçado*-pêche-commerce – fut durement ressentie par les ouvriers concernés. Du coup, la CTP se vit dans l'obligation d'offrir, aussitôt ou dans un deuxième temps, certaines compensations comme la concession de *roçados* non attenants aux maisons et l'organisation à Paulista d'un marché approvisionné par les agriculteurs de ses *sítios*, dont les bas prix compensaient le fait de ne plus pouvoir produire directement les denrées alimentaires. Quant aux familles d'ouvriers qui avaient conservé des possibilités d'accéder à la terre, elles pouvaient elles aussi vendre leur surplus éventuel (...) sur ce marché.

Mentionné et dénoncé principalement par les ouvriers les plus anciens qui en furent les victimes, le processus de destruction des *mocambos* et de leur lien avec le *roçado* se ralentit du fait de l'assainissement des terres des *vargens* qui créa de nouvelles aires à cultiver, du fait aussi de la surveillance sanitaire qu'exerçait la compagnie sur les enclos situés derrière les lotissements de la cité ouvrière afin d'améliorer l'élevage des poules, et du fait enfin du contrôle des prix pratiqués sur le marché de Paulista qui confortait la consommation ouvrière. Ces « alternatives » offertes par l'entreprise (...) sont soulignées par les descendants des vieux ouvriers comme autant d'aspects positifs du « temps du Colonel Frederico ». Même dans les familles les plus anciennes, arrivées avant la grande vague de recrutements et victimes de la destruction des maisons en torchis, s'est imposée la version des travailleurs qui vinrent de l'intérieur et trouvèrent, déjà prêtes, déjà attribuées, les enfilades de maisons mitoyennes « de pierre et de chaux » avec leur relation aux lopins des *vargens* et au marché de la cité (LL : 108-110).

En offrant, à l'apogée du « système pauliste », un espace à une pratique traditionnelle des ouvriers, en l'occurrence en leur donnant accès à la terre pour jardiner, l'action de la compagnie se voyait légitimée à leurs yeux, du moins dans leur vision rétrospective. Bien que le « système pauliste » se soit constitué nécessairement en éliminant les *mocambos* et leur liaison

au *roçado*, comme à d'autres activités « autonomes », les travailleurs se souviennent avec nostalgie des avantages qu'il a offerts à leur place. Ainsi, en conduisant cette politique de concession de la terre – subordonnée toutefois au souci de discipliner la cité ouvrière qui se matérialisait dans la suppression des maisons en torchis –, soit pour parachever sa « morale du travail » en assurant une occupation aux vieux, soit surtout pour générer sur ses terres une surproduction de denrées alimentaires qui facilitait la réglementation des prix sur son marché, l'entreprise respectait une pratique coutumière très prisée par les travailleurs (LL: 110).

Selon eux, l'entreprise elle-même accordait une grande importance au travail du chef de famille sur le *roçado*, considérant ce dernier comme une « récompense » impérative qui ne pouvait pas être refusée⁽¹³⁾. Refuser ce « don » dans un système de domination tel que celui qui régnait à Paulista, bien plus qu'un déshonneur entre égaux, signifiait la contestation d'un système de relations sociales entre non-égaux et du même coup d'un pouvoir qui relevait du bon vouloir patronal. Et même si ce dernier avait besoin d'être mis en œuvre par le biais d'un modèle culturel de comportement entre dominants et dominés, il ne pouvait sous aucun prétexte être mis en échec.

L'exemple suivant fait partie de ces anecdotes locales qui fonctionnent comme de véritables mythes: il donne une idée claire de la façon dont les travailleurs eux-mêmes percevaient les limites de l'exercice de leurs propres désirs face à la volonté supérieure du patron:

« On raconte qu'une fois le patron qui offrait un *roçado* à un chef de famille reçut cette réponse:

– Ah ! Je ne veux pas travailler dans l'agriculture.

– Pourquoi ?

– Ici, la terre ne me plaît pas; elle était autrement bonne là où j'habitais.

– (S'adressant aux agents recruteurs et aux chefs de sections)
Ah ! Eh bien qu'on le ramène là-bas sur sa terre, puisqu'il a de la bonne terre, qu'on l'y ramène, qu'on l'y ramène... » (raconté par un ancien ouvrier de l'atelier d'impression) (A: 313-314).

Les roçados et la surexploitation des ouvriers

Si le *roçado* faisait partie de la stratégie de domination patronale, il permettait au chef de famille qui y accédait non seulement d'augmenter le niveau de consommation de sa famille, mais encore de développer une

⁽¹³⁾ « Dans la vision des ouvriers, ce lopin de terre octroyé faisait lui aussi partie des bienfaits et "bontés" propres au "temps des colonels". (...) Il peut être vu également comme un opportunité qui récompensait les chefs des familles "idéales", c'est-à-dire celles qui comptaient beaucoup d'ouvriers et/ou d'ouvrières employés à l'usine » (A: 300) (note du traducteur).

activité productive qui renforçait, aux yeux de l'entreprise et des siens, sa qualité de « travailleur », laquelle s'étendait par contagion à tous les membres de sa famille. Selon les appréciations des « colonels », le père travailleur avait une famille « travailleuse » (...) (A : 311-312).

Or, on pourrait démontrer qu'en dépit de ses apparences le travail « paysan », lorsqu'il est subordonné à un contexte général de travail industriel, représente un accroissement du sur-travail hors des murs de l'usine, lequel se trouve récupéré indirectement par le patron qui, par cet expédient, réduit le coût de sa force de travail. Tout se passe comme si, en dehors du sur-travail auquel ils sont soumis pendant leur journée à l'usine, les ouvriers devaient en outre se plier à un surcroît d'efforts « pour leur propre compte » afin de produire les biens de subsistance alimentaire que leur salaire devrait leur permettre d'acquérir s'il était assez élevé pour assurer un niveau normal de reproduction de leur force de travail. Dans une étude antérieure (Leite Lopes, 1976 : 116-122), nous avons qualifié d'« étrange corvée inversée » cette forme de surexploitation que nous voyions comme un complément d'efforts gratuits au « travail nécessaire » fourni dans l'usine, et dont la reversion au travailleur sous forme de salaire était insuffisante à sa reproduction normale. Cette vision était corroborée en partie par les ouvriers du sucre qui, sous un certain angle, considéraient leurs *roçados* comme la preuve matérielle de l'insuffisance de leur rémunération. Cette « corvée inversée », fruit de la coexistence entre les tâches industrielles salariées et le « travail indépendant » sous la domination du capital, restreint l'« autonomie » dans laquelle le travailleur conduit sa production et en réalise le produit. Ainsi, cette forme particulière de soumission au capital – qui ménage un certain espace à l'exercice d'activités « indépendantes » ou « à son propre compte » grâce à des moyens et des autorisations concédés par la direction de l'usine – ne laisserait pas d'être une forme indirecte d'extraction de la plus-value pour peu que nous considérions ce travail « à son propre compte » comme un allongement déguisé de la journée de travail au cours duquel le travailleur va produire le complément nécessaire à sa subsistance qui devrait déjà lui être assuré par son salaire. Pourtant, le fait que cette extension supposée de la « journée de travail » se réalise « à son propre compte », c'est-à-dire en dehors de la coopération capitaliste propre à l'usine, impose d'analyser ce temps de travail de manière spécifique et de ne pas le réduire simplement à une nouvelle « journée de travail » capitaliste puisqu'il lui manque justement la relation d'appropriation réelle (cf. Leite Lopes, 1979 : 16-20).

Ainsi, la théorie de la valeur-travail appliquée pertinemment à la caractérisation – inhabituelle du point de vue du « prolétaire classique » – des activités agricoles de ce prolétariat industriel, en agrégeant ces occupations à une partie des tâches industrielles sous la rubrique du « travail nécessaire », conduit à démasquer la super-exploitation qui s'y trouve incrustée. Néanmoins, il n'est pas indifférent, du point de vue de la légitimité de la domination exercée sur les ouvriers, qu'une partie de ce « tra-

vail nécessaire » prenne la forme concrète de travaux agricoles exécutés de manière autonome par rapport au processus de travail.

Une logique paysanne du travail ouvrier

Quand tout ou partie d'un groupe d'ouvriers d'industrie qui pratique ce genre d'agriculture en parallèle jouit de la propriété familiale de la terre qu'il exploite – comme c'est le cas des "colons-ouvriers" de la vallée d'Itajai étudiés par Giralda Seyferth (1974, 1983, 1987)⁽¹⁴⁾ –, il représente une situation limite qui éclaire d'autres situations dans lesquelles les ouvriers usent d'activités extra-industrielles pour assurer leur reproduction, en particulier l'agriculture ou l'appropriation de « ressources naturelles » (cueillette, chasse, pêche). Parce qu'ils possèdent leurs terres, les colons-ouvriers peuvent à la limite transformer leurs journées de travail à l'usine (dans lesquelles ils incluent leur temps de transport) en une auto-exploitation paysanne qui leur fournit le complément de revenu nécessaire au maintien de leur groupe domestique paysan. Ils renversent ainsi le caractère accessoire de ces activités hors usine, qui existent aussi dans d'autres groupes ouvriers, pour en faire leur occupation essentielle et globale, le travail à l'usine devenant à son tour accessoire dans le cadre de ce cycle de vie paysan qui régit le travail industriel des différents membres de la famille et absorbe la retraite comme une contribution supplémentaire au travail de la terre. Ils réussissent ainsi à réaliser pleinement ce que d'autres ouvriers habitant dans des zones rurales ou suburbaines où existent des terrains disponibles ou des « ressources naturelles » à portée de main, mais sans propriété de la terre, mettent en œuvre obstinément et de manière fragmentaire dans le cadre d'une soumission immédiate et globale à la domination industrielle (cf. Leite Lopes, 1984).

Si le cas des colons-ouvriers illustre parfaitement la nécessité de considérer comment s'articulent les formes non capitalistes de production avec les formes capitalistes, en prêtant particulièrement attention dans l'analyse au fait que les premières ne sont pas absorbées par les secondes, cette remarque n'est pas moins pertinente dans le cas des travailleurs soumis au système de l'usine et de sa cité ouvrière. Dans celui-ci, l'articulation a ceci de spécifique que les formes non capitalistes combinées avec la forme capitaliste dominante – laquelle contrôle celles qu'elle a permises sur son territoire – sont non seulement des formes « paysannes » ou « marchandes simples » (dans le cas de la vente sur le marché ou du petit commerce de quartier), mais encore des formes « serviles » : pour exister, le *roçado* ou le commerce dépendent des concessions et de l'aval du propriétaire foncier qui, ici, ne fait qu'un avec le capitaliste. D'ailleurs cette coexistence du

⁽¹⁴⁾ Il s'agit de colonies d'immigrants allemands venus s'installer à partir de la moitié du 19^e siècle dans l'Etat de Santa Catarina, au Sud du Brésil (note du traducteur)

travail « indépendant » – au sens où il possède un certain contrôle de ses moyens de production – avec une domination politique du propriétaire qui conditionne l'activité agricole ou marchande de ses sujets n'est pas étrangère aux formes de production féodales⁽¹⁵⁾.

Le modèle de cette symbiose entre le « travail dominé par le capital » et le « travail indépendant » se rencontre sur la plantation traditionnelle dans la relation entre le propriétaire et le *morador*, qui contrarie les apparences d'une domination complète de la vie quotidienne du premier par le second. Il s'établit ici un « contrat » informel selon lequel, en contrepartie de l'usufruit d'une maison – habitation qui inclut une partie des moyens permettant de satisfaire les besoins de la vie domestique : un espace pour l'élevage d'animaux, un *roçado* contigu ou plus distant et même parfois, pour les plus favorisés, un *sítio* planté d'arbres fruitiers –, le *morador* doit quelques jours de travail sur les aires « productives » de l'exploitation agricole. Il exerce ainsi toute une série d'activités avec le contrôle du processus productif et l'appropriation du produit. De son point de vue, cette possibilité d'accès à une occupation autonome, même limitée, dans le *roçado* ou la maison, est déterminant pour qu'il puisse travailler et vivre soumis au propriétaire de la terre dans les conditions constitutives de la *morada* (cf. Palmeira, 1977 ; Sigaud, 1971, 1979). Si donc, du point de vue du *morador* traditionnel, le travail pour soi sur le *roçado* est pour ainsi dire son « occupation principale », lorsqu'il arrive que des lopins soient concédés à des ouvriers employés dans des usines de sucre ou de textile possédant de la terre (comme, pour le seul Etat du Pernambouc, à Paulista, Moreno, Camaragibe), ceux-ci ne sauraient procurer, par contre, plus que des « occupations accessoires » en dehors des longues journées de travail exigées dans les ateliers. Encore qu'il existe une stratégie – aussi bien chez certains ouvriers du sucre que chez les plus anciens ouvriers du textile – consistant à rechercher certains postes secondaires dans la chaîne de fabrication industrielle, procurant des rémunérations moindres mais un environnement plus favorable et requérant une intensité moindre de travail, afin de pouvoir se consacrer davantage à ses « activités accessoires » telles que le lopin ou le « travail à-côté » (cf. Leite Lopes, 1976 : 95 et 1979 : 16-17).

Concession et légitimation

Le point intéressant est que cette forme spécifique de subordination du travailleur au capital influe considérablement sur la légitimité de la

⁽¹⁵⁾ Ce n'est pas un hasard si au Brésil la littérature historique ou sociologique sur le caractère des relations de production dans l'agriculture nationale, parce qu'elle s'associe en grande partie à une vision évolutionniste de l'histoire, tourne autour de l'opposition entre le caractère féodal ou capitaliste de ces relations de production (pour une analyse critique de cette littérature, cf. Palmeira, 1971a) (note de l'auteur).

domination exercée par le capitaliste, ainsi que sur le devenir de ces usines dotées de cités ouvrières, sur le développement, la décadence et la désagrégation de leur mode de domination caractéristique.

(...) Cette marge étroite laissée au développement d'activités « autonomes » pendant le « temps libre », qui contribue à rendre supportables les journées de travail à l'usine – préfigurant ainsi ce que certains auteurs contemporains préconisent pour la société post-industrielle (cf. Gorz, 1980 et particulièrement son chapitre 3 dans lequel il se réfère aux jardins ouvriers anglais et allemands) –, parce qu'elle libère pour quelques-uns un espace d'autonomie limitée, les pousse à construire eux-mêmes la légitimité de cette forme de domination. Ceci dit, les limites du libéralisme et de l'autonomie ainsi concédés restent floues en raison des contradictions existant à l'intérieur de l'administration de l'usine et notamment des pressions en faveur d'un ordre plus strict – le jardinage « nuisant » au rendement et à la discipline du travail en usine (cf. Trempé, 1971 : partie II, chapitre 2) –, ce qui renforce encore pour les ouvriers l'« autonomie » de ces activités. Il se crée ainsi une marge d'ambiguïté entre eux et la direction de l'entreprise inhérente à cette co-participation des dominés eux-mêmes à la construction de la domination. D'un côté, dans le souci d'« optimiser » l'emploi de leur « temps libre », une partie des travailleurs peuvent en venir à contrarier la discipline et la productivité exigées par l'usine ; de l'autre, une partie de l'administration sait que l'octroi de ces avantages en nature devient un atout important pour légitimer la domination qu'elle exerce dans l'usine comme en dehors. Plus encore, parce qu'elle concerne de préférence les « vieux » ouvriers récemment arrivés de la campagne, cette concession de lopins de terre voit ses effets de légitimation renforcés par le fait qu'elle paraît reconstituer en partie un mode de domination traditionnel et légitime dans le milieu rural, et qu'elle atténue ainsi la rupture subie par ces paysans déracinés lors de leur entrée dans le monde de l'usine (LL : 111-114).

Car le travail sur le *roçado*, tout comme le travail en usine de ses enfants, évitait au chef de famille d'être directement prolétarisé et lui conservait une certaine proximité, en termes de travail et de mode de vie, avec les conditions matérielles d'existence qu'il connaissait avant d'arriver à Paulista. Ainsi, en développant sur son *roçado* une activité productive destinée à la consommation familiale, en ne se prolétarisant pas comme ses enfants, il maintenait face à l'usine une autonomie productive qui n'était rendue possible que grâce à l'aide représentée par le travail industriel des enfants. Si les habitants actuels de Paulista reconnaissent que la meilleure situation possible pour le père était son occupation sur le *roçado*, c'est parce qu'ils semblent surtout donner du prix à l'autonomie familiale vis-à-vis de toute forme d'ingérence extérieure. La légitimité qu'ils attribuent ainsi à l'autonomie du chef de famille occupé à son *roçado* peut se comprendre si l'on considère qu'à Paulista, en dépit de la relation étroite établie par l'usine avec le père de ses ouvriers, ceux-ci étaient constamment menacés par le chômage : l'oisiveté subite d'un

enfant était ainsi compensée par la réserve constituée par la production du *roçado* qui atténuait les privations causées par la rotativité du travail industriel des enfants (A : 312-313)⁽¹⁶⁾.

Enfin, un effet de légitimation supplémentaire est engendré par la liaison entre les *roçados* et le marché de Paulista. En effet, si les agriculteurs des zones les plus éloignées, qui vivaient entièrement de l'agriculture et produisaient pour le marché de la cité, pouvaient se montrer déçus par le contrôle des prix eu égard aux efforts qu'ils déployaient sur leur exploitation, pour les ouvriers du textile pris dans leur ensemble, ainsi que pour les « ouvriers paysans » des petits « lopins ouvriers », la concession de terres et le contrôle des prix de vente se complétaient positivement. Et même les agriculteurs non-ouvriers partageaient cette vision positive dans la mesure où ils envoyaient certains membres de leur famille travailler à l'usine.

« (...) Quand (les agriculteurs-marchands) venaient vendre ainsi au milieu du marché, il arrivait ici et leur demandait :

- Combien coûte ceci ?
- Ça coûte tant.
- Vendez-le tant, c'est vu ?

Il disait qu'il fallait le vendre tant. De fait, ils (les agriculteurs-marchands) n'avaient que la peine de cultiver, n'est-ce pas ? Quant au transport et à tout le reste, c'est le patron qui faisait venir jusque-là. Il transportait même le paysan. Et l'autre vendait bon marché. Il disait que pour ses ouvriers l'autre devait vendre bon marché » (ancienne ouvrière du tissage).

Le sujet occulte « il », qui transparait dans cet extrait d'interview, souligne à quel point était efficace et intériorisée la mise en scène théâtrale de la domination : ce « il » est le patron en chair et en os, le Colonel Fre-

⁽¹⁶⁾ Moins que de véritables risques de chômage, les ouvriers subissaient les contre-coups d'une grande mobilité dans le travail qui leur faisait traverser souvent des périodes d'inactivité. Mais, dans ce contexte de plein emploi, les réintégrations s'opéraient sans grand problème : « En ce temps-là, on recevait son compte un jour et le lendemain on allait travailler » (LL : 68). « Cette mobilité du travail et ce goût pour les "aventures" ou les "plaisanteries" qui caractérisaient les jeunes ouvriers célibataires étaient permis, lorsqu'il s'agissait de garçons appartenant à une famille qui résidait dans la cité ouvrière, par le fait que les autres membres de la famille travaillaient eux aussi à l'usine et assuraient ainsi le nécessaire pendant les périodes transitoires d'inactivité entre un emploi et un autre qui résultaient de leur tendance à changer sans cesse de travail. Ainsi, dans le modèle du "travail pour tous" au "temps des colonels", la possibilité d'entrer et de sortir de l'usine sans grande difficulté pour retrouver un poste était garantie par le travail des frères et sœurs : dès qu'un membre de la famille se trouvait mis à pied, c'étaient les autres qui s'employaient à nourrir la maisonnée. De telle sorte que ces "plaisanteries" auxquelles les travailleurs font allusion et recouraient dans le quotidien du travail à l'usine sont en relation étroite avec ce modèle industriel qui associait la famille et le travail » (A : 343) (note du traducteur).

derico⁽¹⁷⁾. Cette théâtralisation était d'autant plus marquante pour les ouvriers qu'elle symbolisait une pratique effective d'administration de la cité ouvrière, en l'occurrence l'organisation de son marché interne et le contrôle des prix, qui correspondait à une « économie morale » traditionnelle assurant l'abondance des denrées alimentaires et subordonnant les prix de vente à la garantie d'une ration de base au travailleur. Conjuguer un marché aux prix contrôlés et des lopins de terre revenait, pour cette entreprise industrielle, à reconstituer sous une forme nouvelle l'« abondance » qui régnait dans l'*engenho* ou la ferme traditionnelle, tous deux perdus et plus encore idéalisés. Cette « économie morale » (cf. Thompson, 1979) acceptait et légitimait un mode de domination centralisé qui ne se limitait pas à instaurer la discipline et l'exploitation au sein de l'usine, mais qui s'exerçait également au dehors sur les instances de distribution afin de favoriser la consommation des ouvriers (cf. non seulement le « mode de redistribution » générique de Polanyi, 1957, mais aussi plus particulièrement la « fonction de redistribution » remplie par les propriétaires des plantations dans Palmeira, 1971a : 135).

Non seulement, en octroyant des terres pour la petite culture et l'élevage, la compagnie rendait possible une pratique traditionnelle d'auto-subsistance qui faisait partie du mode de vie de toute une gamme de producteurs directs ; mais encore, en tirant un profit économique de cette concession qui légitimait sa domination, elle abaissait le coût de l'ensemble de sa force de travail grâce à un approvisionnement abondant de son marché de Paulista et de faibles prix alimentaires⁽¹⁸⁾. De la sorte,

(17) José Sergio Leite Lopes insiste beaucoup sur cette théâtralisation lorsqu'il décrit l'arrivée à l'usine des familles de travailleurs recrutées en masse dans l'intérieur du *Nordeste* par des agents de l'entreprise : « Consommant une nourriture préparée collectivement, logeant dans des dortoirs séparés par sexe, les travailleurs récemment arrivés, hommes, femmes et enfants confiés aux soins de la compagnie, étaient à sa disposition pour être mis au travail et recevoir une maison dans la cité ouvrière. Le passage au « dépôt » (*deposito*) constituait donc un temps liminaire au cours duquel s'accomplissait un processus de « dépouillement » vu comme une rupture avec les conditions antérieures d'existence. (...) Les travailleurs étaient préparés ainsi à être à la fois les acteurs et le public d'un spectacle théâtral qui réservait le rôle principal au patron en chair et en os. (...) (Car) le rituel de sortie du dépôt et d'entrée dans le monde de l'usine recourait à une théâtralisation de la domination dont le nœud de l'intrigue était la présence du patron donnant des ordres, attribuant les emplois après avoir examiné les mains, les yeux et avoir posé quelques questions à chaque famille, mettant ainsi en scène sa morale du travail et son propre pouvoir. La scène se répétait dans le face-à-face avec une autre famille devant le public des travailleurs qui attendaient leur tour pour lui donner la réplique ou qui l'avaient déjà fait, combinant ici l'impact d'une audience rapide, directe et personnalisée avec le Colonel et la répétitivité, la fatalité d'un destin collectif » (LL : 50-52) (note du traducteur).

(18) Il y avait également une offre de produits artisanaux qui révélait l'existence d'un artisanat dans les zones rurales de la compagnie. (...) Cette abondance auto-suffisante, matérialisée sur le marché de Paulista, s'entend en fonction du mode de consommation propre à ce groupe ouvrier, qui se trouvait limité par la modicité des salaires. On trouve une bonne illustration de son caractère relatif dans la façon dont était planifiée la consommation des biens et services personnels indispensables pour satisfaire aux besoins socialement reconnus de l'apparence individuelle, tels que la coupe régulière des cheveux et le renouvellement des sabots, cette chaussure si caractéristique du quotidien du travail industriel, comme le révèle cet ancien ouvrier qui présida le Syndicat des travailleurs du textile : « J'ai commencé à

elle développait ces « forces marginales »⁽¹⁹⁾ qui sont présentes dans la famille des ouvriers, reconstituait en même temps à grande échelle un mode de distribution qui établissait le lien entre l'«abondance» des *engenbos* ou fermes traditionnels et ses propres circuits de petit commerce direct de voisinage, et s'offrait même le luxe, en administrant cet énorme marché de la cité, d'éliminer la forme traditionnelle, à présent « illégitime », du *barracão* (cf. Palmeira, 1971b).

La fin du système

L'abattage des arbres pour fournir le bois des chaudières représentait une utilisation des terres complémentaire de la concession des *roçados* liés au marché de Paulista, réduisant simultanément le coût de l'énergie industrielle comme celui de l'énergie humaine, c'est-à-dire de la force de travail. Or, à partir d'un certain moment, le bois et les lopins de terre devinrent contradictoires. En effet, la compagnie profita des directives du ministère de l'Agriculture (...), qui l'enjoignaient de remédier au déboisement complet de ses propriétés, pour replanter des eucalyptus à grande échelle jusque sur les zones de *roçados* ouvriers. Le rapport que la CTP présenta à ses actionnaires en 1944 faisait état du lancement de cette opération qui, dans les années 50 et 60, servit de motif pour bloquer l'accès des travailleurs à de nouvelles parcelles de terre. Le souci d'autarcie perdit alors de son acuité tout comme la préoccupation de réduire le coût de reproduction de la force de travail et de promouvoir les « forces marginales » du travail familial ; ils perdirent leur caractère « systémique » pour faire place à l'exigence de garantir le combustible des chaudières. Nous sommes déjà là au début de la désagrégation du « système pauliste » : la perte des conditions de contrôle total du marché de Paulista, du pouvoir local et des modes d'association de ses travailleurs poussèrent de plus en plus la compagnie à se désintéresser de l'articulation qu'elle avait mise en place entre les *roçados* et son marché⁽²⁰⁾. Elle en vint même à voir avec

l'usine Aurore par pousser des chariots dans l'atelier de finissage ; je gagnais 33 000 reis par semaine. Quand je me faisais couper les cheveux, je n'achetais pas de sabots ; quand j'en achetais, je ne me faisais pas couper les cheveux. Pas un travailleur ne portait de souliers. Sur le marché, il y avait vingt-deux étalages qui vendaient des sabots » (note de l'auteur).

(19) Pour reprendre le concept de Jerzy Tepicht (1973).

(20) « Ce désintérêt affecta l'organisation même du marché de Paulista, depuis le transport par voie ferrée des marchandises et des paysans-marchands jusqu'au contrôle restrictif de l'accès à l'univers des vendeurs autorisés et la surveillance des prix, jusque-là renforcée par la mise en scène théâtrale du patron. La fin du "travail pour tous" à l'usine, les vagues périodiques de licenciements à compter de la fin des années 40 et l'accroissement de la rotativité de la main-d'oeuvre eurent pour conséquence la diminution du pouvoir d'achat des familles ouvrières alors qu'augmentaient les prix sur le marché de la cité et que tentaient de s'y installer de nouveaux intermédiaires ou vendeurs, chômeurs ou membres de ménages dans lesquels le chômage avait rompu l'ancienne et précaire stabilité assurée par le " salaire de la famille". Par ailleurs, l'affirmation progressive du pouvoir municipal, depuis la première élection directe, en octobre 1947, d'un maire et d'un conseil compétents pour lever un impôt sur les commerçants, poussa la CTP à délaisser ses anciennes attributions en matière d'organisation du marché de Paulista (...) » (LL : 526-527) (note du traducteur).

méfiance et hostilité l'occupation de ses terres par des *roçados* ouvriers. (...) Dans certaines zones, quelques vieux ouvriers continuèrent obstinément à entretenir leur petit potager à proximité de leur maison. Et pourtant, l'époque de l'abondance et des *roçados* ouvriers était bel et bien révolue :

« Les gens cultivaient ici sans rien payer. Maintenant, il faut aller là-bas, on sème, l'homme vient et mesure le terrain à cultiver. Et on paie. Au départ, il n'y avait rien de tout ça. C'est pour ça que le Colonel Frederico était très bon » (ancienne ouvrière du tissage) (LL: 114-118).

Les travailleurs datent la fin de ces *roçados* ouvriers de « vieux », tout comme le désintérêt de la compagnie pour l'entretien matériel des *roçados* des *vargens*, de la mort du Colonel Frederico (en février 1946). Cette extinction traîna encore en longueur tout au long des années 50. À la même période, les *roçados* des *sítios* de la compagnie, qui approvisionnaient le marché de Paulista à bas prix, furent à leur tour démantelés par la CTP qui redoutait de devoir indemniser les améliorations apportées aux terrains et satisfaire les revendications des travailleurs ruraux en matière de terre (A: 310)⁽²¹⁾.

Cette tradition du *roçado* ouvrier, dispersée sur les quelques reliquats de terre où l'acharnement des ouvriers les plus anciens leur avait permis de conserver la possession du sol ou d'arracher un fermage à la compagnie, se concentrait surtout dans la localité rurale de Jaguaribe, située entre Paulista et Abreu e Lima, qui historiquement échappa toujours en partie à l'emprise de la CTP. Ici se trouvaient les derniers héritiers des « vieux » chefs de familles « recrutés » dans les années 30 et 40 qui avaient servi de médiateurs entre l'usine et la force de travail de leurs enfants (A: 311).

Ce groupe paysan-ouvrier, qui possédait des *roçados*, voire des *sítios*, et dont les enfants travaillaient à l'usine, se maintint jusque vers 1970 en dépit des pressions exercées par l'entreprise à partir des années 50 pour contrôler totalement cette zone. C'est dans ces conditions plus favorables à la possession de terrains à bâtir et de lopins de terre annexes à cultiver – qui reproduisaient plus loin du centre de Paulista ce qui avait existé dans ses quartiers de *mocambos* durant la « première étape » du recrute-

(21) « Bien que, durant toute la période où avait existé le marché administré, les paysans-marchands des *sítios* de la compagnie se soient plaints d'être "assujettis" à la CTP par le produit (...) – c'est-à-dire de ne pouvoir vendre que sur le marché de Paulista à des prix contrôlés inférieurs à leurs "coûts" de production –, ils se lamentèrent de son démantèlement. Car, paradoxalement, c'est au moment même où se relâcha le contrôle sur la livraison obligatoire au marché que ces paysans se virent menacés dans leur propre existence, même soumise, de petits producteurs ruraux. La perspective de pouvoir désormais vendre librement leur production sur d'autres marchés était annulée par la probabilité de se voir extorqué des hausses de fermage ou d'être expulsé. Ils se retrouvèrent ainsi subitement dans une situation semblable à celle des ouvriers russes asservis (...) dont l'émancipation eut pour résultat inattendu de leur faire perdre leurs conditions matérielles habituelles d'existence (Tougan-Baranowski, 1970 : 110-113) » (LL: 529) (note du traducteur).

ment des familles – que nous pouvons observer avec le plus de netteté les possibilités du chef de famille d'organiser le travail familial à partir de son activité paysanne. (...) Ici, le travail des fils et des filles est clairement présenté comme une contribution au maintien de la responsabilité du père, du chef de famille. L'emploi du salaire des enfants avait même une destination spécifique: il servait à « acheter d'autres choses » tandis que le produit du *roçado* paternel assurait la plus grande part de l'alimentation domestique. On aurait pu penser que, confrontée à cette nouvelle situation industrielle, la famille aurait été contrainte de se restructurer complètement pour tenir compte de la relégation au second plan du chef de famille, obligé de partager à égalité avec ses enfants la charge de la maisonnée en raison de la précarité de son travail, à supposer que sa contribution ne se soit pas trouvée inférieure à la leur, voire réduite à néant. (...) En réalité, la stratégie de ce type de famille paysanne originaire des campagnes proches de Paulista, qui s'était rapprochée du siège de la municipalité en gagnant la zone des *roçados* ouvriers stables de Jaguaribe, intégra les opportunités d'une relance inusitée de la reproduction paysanne antérieurement menacée et ceci grâce à une administration familiale de l'aide apportée par les garçons et les filles dans le cadre de leur travail en usine. D'autre part, le succès de cette stratégie tient au fait que, bien que ces familles soient arrivées à Paulista à la fin de la « deuxième étape » du recrutement, alors que la CTP entamait déjà sa politique de découragement et de persécution contre les ouvriers-paysans et les exploitants de ses *sítios*, les pressions de la compagnie sur les habitants de Jaguaribe ne commencèrent que plus tard, à une époque où la plupart de leurs enfants, déjà grands, étaient entrés à l'usine. Exercées de manière notoirement violente par l'énorme corps de vigiles de la compagnie, ces pressions ne firent que renforcer la résolution du père et la ferme répugnance de la mère contre la vente à perte de leur *mocambo* (cf. LL: chapitre 4) et d'une partie de leurs lopins.

Elles contribuèrent en outre à faire apparaître un conflit familial latent engendré par la relation des enfants au travail en usine, lesquels se plaignaient des longs trajets qu'ils devaient effectuer de nuit et se montraient plus attirés par la cité ouvrière. Ainsi se firent jour des tensions à l'intérieur de cette nouvelle famille ouvrière, attachée au *roçado* en la personne du père; apparues au cours des deuxième et troisième étapes du recrutement, elles se résolurent ici « au bénéfice » des jeunes déjà majeurs et avec le concours des pressions de la CTP (A: 316-320).

Une prolétarianisation sans retour ni garanties

Du « temps des colonels », l'administration de l'usine avait eu la sagesse, très appréciée par les ouvriers, de favoriser le développement des « forces marginales » du travail familial, même si c'était sous une forme inverse du modèle paysan. Ici, en effet, c'est le chef de famille – trop « âgé » pour le travail industriel bien que ce fût précisément en raison de

son âge et de la composition de son ménage qu'il avait été conduit à quitter son milieu d'origine pour venir dans l'industrie – qui devint le principal agent de ces « forces marginales », sur le *roçado* qu'on lui avait octroyé, dans son petit commerce et même dans ces tâches « secondaires » au sein de l'usine, tandis que ses enfants assuraient l'essentiel du revenu familial grâce au salaire monétaire versé par l'usine. En dépit de ce renversement, le père conserva son autorité sur la famille, décidant comment répartir les siens entre l'usine, les activités annexes ou domestiques, ou encore l'école; et, bien qu'indispensable à la survie du ménage, le travail industriel des enfants était considéré comme une aide apportée au père de famille.

(...) Pourtant, il existait aussi une forme de travail en usine des « vieux » pères de famille récemment recrutés: globalement valorisée comme un indice de ce « travail pour tous » qui caractérisait le « temps des colonels », elle est dépréciée dans les descriptions autobiographiques concrètes faites par les ouvriers dont le père a subi cette situation considérée comme humiliante. (...) S'il y avait donc une contradiction entre, d'un côté, le modèle du travail familial caractéristique du processus de « recrutement » – qui se conjugait avec le modèle du « travail pour tous », tous deux privilégiant le père de famille non-ouvrier, le père de famille du *roçado* – et, de l'autre côté, l'emploi effectif de « vieux » à l'usine, cette contradiction se résolut en partie avec la deuxième génération des familles « recrutées ». Les enfants ouvriers de ces familles devinrent à leur tour des chefs de famille et retrouvèrent d'une certaine manière le modèle, bien plus vivace avant leur « recrutement », dans lequel le père, alors paysan, était pleinement le chef de la force de travail familiale. Or ici, dans cette « troisième étape » du recrutement des travailleurs, ce nouveau modèle du travail familial, parce qu'il était désormais entièrement concentré sur le travail en usine du chef de famille, vit son existence constamment menacée avec la fin du « travail pour tous » et les licenciements répétés des années 50 et 60. Car la direction de l'usine renouvela en permanence sa préférence pour l'exploitation de la « virginité sociale » de la force de travail des jeunes filles, des enfants ou même des adolescents, et repoussa plus encore dans la « marginalité » le chef de famille ouvrier au chômage qui à présent ne bénéficiait plus des garanties du « temps du travail pour tous » (A: 378-381).

BIBLIOGRAPHIE

- ALVIM (M.R.B.), 1985 — Constituição da família e trabalho industrial: um estudo sobre trabalhadores textéis numa fábrica com vila operária, thèse de doctorat, Rio, Université fédérale, Museu Nacional.
- COTTEREAU (A.), 1983 — « Usure au travail, destins masculins et destins féminins dans les cultures ouvrières en France au XIX^e siècle », *Le mouvement social*, 124, juil.-sept.
- ENGELS (F.), 1969 — *La question du logement*, Paris, Editions sociales.
- FURTADO (C.), 1964 — *Formação economica do Brasil*, Rio, Fundo de Cultura, 6^e édition.
- GARCIA Jr. (A. R.), 1986 — « Condition paysanne et marché du travail industriel. Un exemple au Brésil », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 3, pp. 113-140.
- GARCIA Jr. (A. R.), 1989 — *Libres et assujettis. Marché du travail et modes de domination au Nordeste*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- GOÉS (R.) de, 1964 - *Um Sueco emigra para o Nordeste*, Rio, Ed. José Olympio.
- GORZ (A.), 1980 - *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée.
- HUTZLER (C. R.), 1984 — Operários e patrões unidos. Até quando? Uma história antiga, Recife, Université fédérale du Pernambouc, mimeo.
- LEITE LOPES (J. S.), 1976 — *O vapor do diabo. O trabalho dos operários do açúcar*, Rio, Paz e Terra.
- LEITE LOPES (J. S.), 1979 — Fábrica e vila operária: considerações sobre uma forma de servidão burguesa, in LEITE LOPES et alii, *Mudança social no Nordeste: a reprodução da subordinação (estudos sobre trabalhadores urbanos)*, Rio, Paz e Terra, pp. 41-98.
- LEITE LOPES (J. S.), 1984 — Anotações em torno do tema « condições de vida » na literatura sobre a classe operária, in MACHADO DA SILVA (org.), *Condições de vida das camadas populares*, Rio, Zahar (coll. « Debates urbanos », 6), pp. 21-58.
- LEITE LOPEZ (J. S.), 1988 — *A tecelagem dos conflitos de classe na « cidade das chaminés »*, São Paulo, Marco Zero.
- MARX (K.), 1969 — *Le Capital*, Paris, Garnier-Flammarion.
- MURARD (L.), ZYLBERMAN (P.), 1976 — *Le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré. Villes-usines, habitat et intimités au XIX^e siècle*, Fontenay-sous-bois, Recherches, n° 25.

- PALMEIRA (M.), 1971a — Latifundium et capitalisme au Brésil: lecture critique d'un débat, thèse de 3^e cycle, Université de Paris.
- PALMEIRA (M.), 1971b — Feira e mudança econômica, Simposio de pesquisas, Rio, Museu Nacional-Centro latino-americano de pesquisas sociais.
- PALMEIRA (M.), 1977 — « Casa e trabalho: nota sobre as relações sociais na plantation tradicional », *Contraponto*, 2, nov., pp. 103-114.
- POLANYI (K.) *et alii*, 1957 — *Trade and markets in the early Empires*, Glencoe, The Free Press.
- SAYAD (A.), 1977 — « Les trois "âges" de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 15, juin, pp. 59-79.
- SEYFERTH (G.), 1974 — *A colonização alemã no Vale do Itajai-mirim*, Porto Alegre, Movimento/SAB.
- SEYFERTH (G.), 1983 — « Campones ou operários? O significado da categoria colono numa situação de mudança », *Revista do Museu Paulista*, déc.
- SEYFERTH (G.), 1987 — Aspectos da proletarianização do campesinato do vale do Itajai: os colonos-operários, in LEITE LOPES (coord.), *Cultura e identidade operária, aspectos da cultura da classe trabalhadora*, São Paulo, Marco Zero, pp. 103-120.
- SIGAUD (L.), 1971 — A Nação dos Homens, uma análise regional de ideologia, mestrado em anthropologie sociale, Rio, Université fédérale, Museu Nacional.
- SIGAUD (L.), 1979 — *Os clandestinos e os direitos. Estudo sobre trabalhadores de cana de açúcar de Pernambuco*, São Paulo, Duas Cidades.
- TEPICHT (J.), 1973 — *Marxisme et agriculture. Le paysan polonais*, Paris, Armand Colin.
- THOMPSON (E. P.), 1979 — *Tradición, revuelta y consciencia de clase, estudios sobre la crisis de la sociedad pré-industrial*, Barcelona, Ed. Critica-Grijalbo.
- TOUGAN-BARANOWSKI (M.), 1970 — *The Russian factory in the 19th century*, Homewood Illinois, R.D. Irwin Inc., The american economic association.
- TREMPÉ (R.), 1971 — *Les mineurs de Carmaux*, Paris, Editions ouvrières, deux tomes.